



Police Fédérale



Assurer nos missions
face à la menace
Rapport annuel 2016



Ce rapport annuel contient de nombreux pictogrammes.



= en lien avec la lutte contre le terrorisme

COLOPHON

Editeur responsable: Géraldine Bomal (CGC), avenue de la Couronne 145 à 1050 Ixelles. Ont collaboré à cette édition: Roxane Beurang, Bart D'Hooge, Stefan Debroux, Benoît Dupuis, Fabien Gerard, Aurélie Hertens, Marie-Louise Nivarlet, Marijke Vanderstraeten et Saskia Van Puyvelde. La mise en page et la photographie ont été assurées par les collaborateurs de la Direction de la communication (CGC): Ruben Accou, Jocelyn Balcaen, Christian Berteaux, Caroline Chaidron, Emmanuelle Glibert, Benoît Goesaert, Karolien Snyers et Lavinia Wouters. Les traductions ont été assurées par le Desk Translation de la Direction de la communication. Imprimé chez Fedopress.

Vous pouvez également consulter la version web sur www.rapportannuel.policefederale.be.

Nous remercions celles et ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce rapport annuel.



Sommaire

- 2 ... Avant-propos 2016
- 4 ... CHAPITRE # 1 POLICE JUDICIAIRE FÉDÉRALE
19% de la capacité d'enquête dévolue au terrorisme
- 8 ... CHAPITRE # 2 POLICE ADMINISTRATIVE
Présents ensemble sur le terrain
- 12 ... CHAPITRE # 3 SÉCURITÉ ROUTIÈRE
Contrôler pour sauver des vies
- 14 ... CHAPITRE # 4 APPUI OPÉRATIONNEL
La spécialisation au service du terrain
- 22 ... CHAPITRE # 5 COOPÉRATION POLICIÈRE INTERNATIONALE
Importance accrue de l'échange d'informations
- 26 ... CHAPITRE # 6 OPTIMALISATION
Pour une Police Fédérale plus performante
- 28 ... CHAPITRE # 7 RESSOURCES
Une contribution importante à l'effort commun





Chers lecteurs,

Vous avez sous les yeux le rapport annuel de la Police Fédérale pour l'année 2016.

Cette année 2016 fut plus que mouvementée. Dans la mémoire collective, elle sera marquée par les attentats terroristes commis à Brussels Airport et dans la station de métro Maelbeek.

Mes premières pensées vont d'ailleurs encore et toujours aux victimes et à leurs proches. Au sein de notre institution également, ces attentats ont laissé des traces indélébiles. De nombreux collègues ont connu des moments difficiles et certains n'ont pas encore totalement réussi à tourner la page de ces événements. Je tiens à leur exprimer, à nouveau, toute ma compassion. Les nombreuses manifestations de soutien qui ont également eu lieu au sein de la police à l'égard des collègues touchés ne m'ont pas laissée insensible. Elles m'ont même remplie de fierté. Les initiatives prises afin d'aider nos collègues blessés démontrent que collégialité et solidarité ne sont pas des vains mots.

Les attentats et le niveau 3 de menace toujours en vigueur à l'heure actuelle ont largement éprouvé la résistance au stress de notre organisation durant l'année écoulée. En 2016, flexibilité et inventivité furent les concepts-clés du fonctionnement de la Police Fédérale. Nous avons dû puiser loin dans nos ressources afin de faire face à ces situations exceptionnelles. Nous avons sans cesse essayé de trouver des solutions afin de remplir nos missions et répondre aux attentes des citoyens, des autorités et de nos partenaires. Heures, services, déplacements supplémentaires... J'ai bien conscience que les efforts demandés à notre personnel ont été nombreux. Je tiens dès lors à remercier l'ensemble des membres du personnel, policiers ou civils, pour leur engagement.

Même si la menace terroriste a mobilisé une part conséquente de nos efforts l'an dernier, elle n'a pas pour autant constitué notre unique point d'attention. Assurer la qualité de vie de notre société et la sécurité de la population à tous les niveaux est et reste notre raison d'être. En d'autres termes, nous visons à réduire le nombre de victimes d'accidents de la circulation, le nombre de cas de violence gratuite, intrafamiliale ou sexuelle, le nombre d'homicides, d'escroqueries, de fraudes, de trafics de stupéfiants, ainsi que la criminalité. Dans ces domaines divers, la Police Fédérale s'est également montrée très active au cours de l'année écoulée. Une fois encore, un grand merci à tous les collaborateurs pour leur engagement et implication de tous les instants.

La présente brochure illustre les principaux résultats de nos efforts fournis en 2016. À l'instar des éditions précédentes, ces résultats sont présentés sous forme d'infographies. Par souci écologique, le rapport annuel ne sera imprimé qu'en quantité limitée.

La brochure, ainsi qu'une vue d'ensemble comprenant des données marquantes sont d'ores et déjà disponibles en ligne : www.rapportannuel.policefederaale.be.

Je vous souhaite une bonne lecture.



Commissaire divisionnaire Catherine De Bolle
Commissaire générale de la Police Fédérale

19 % de la capacité d'enquête dévolue au terrorisme

Les chiffres traduisent une réalité bien concrète pour la Police judiciaire fédérale. Le terrorisme, qui se retrouve en tête de la capacité d'enquête investie, signifie plus qu'une nouvelle tendance, c'est le reflet froid d'une somme de bouleversements vécus au terme d'une année exceptionnelle par les événements qui l'ont traversée.



Arrestations judiciaires

Phénomène	Nombre d'arrestations
Drogues	618
Auteurs itinérants - Vols dans habitations en autres bâtiments	315
Trafic et traite des êtres humains	467
Terrorisme	372
Fraude, blanchiment et corruption	181
Trafic illégal d'armes à feu	97
Documents d'identité - production et trafic	36
Criminalité informatique	26
Faits violents (meurtres, violences intrafamiliales, ...)	312
Vols à main armée	226
Autres	799
TOTAL	3449

Par 'arrestation', il convient de comprendre ici toute personne identifiée comme suspect, conformément à la loi Salduz (catégorie IV).



372

*arrestations judiciaires
pour des faits de terrorisme*



Capacité d'enquête répartie par phénomènes

Phénomène	% de la capacité d'enquête investie
Terrorisme	19,05
Drogues	11,29
Fraude, blanchiment et corruption	10,72
Trafic et traite des êtres humains	9,34
Auteurs itinérants - Vols dans habitations et autres bâtiments	5,09
Trafic illégal d'armes à feu	2,41
Criminalité informatique	1,19
Documents d'identité - production et trafic	0,44
Faits violents (meurtres, violences intrafamiliales, ...)	12,53
Vols à main armée	3,91
Autres	24,03



19,05%

... de la capacité d'enquête investie



Dossiers judiciaires



Nouveaux dossiers



Dossiers en cours



Dossiers clôturés





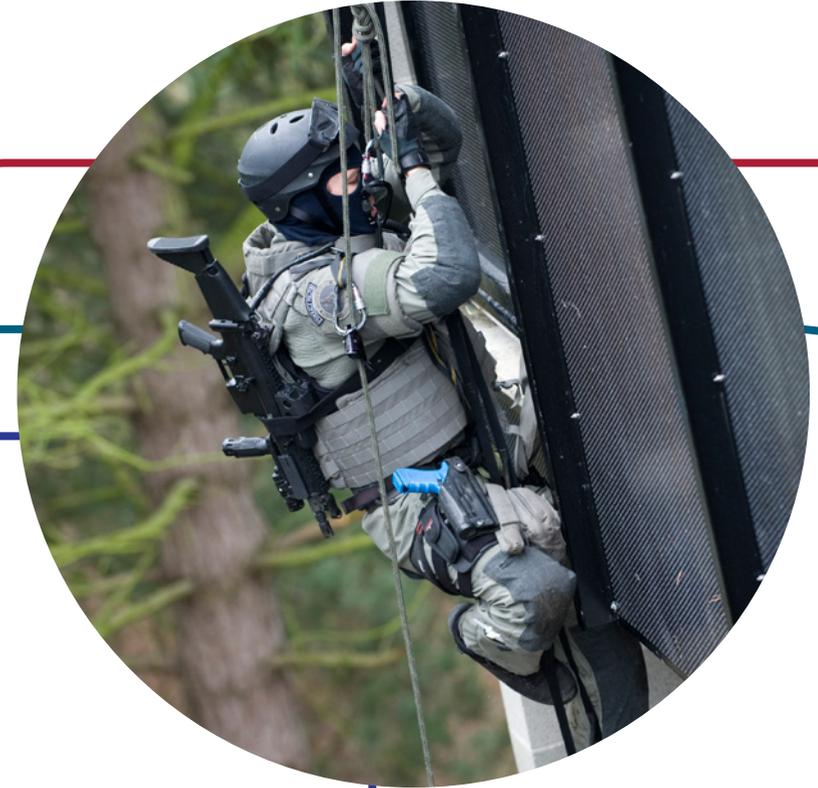
Foreign Terrorist Fighters



dossiers FTF
ont été initiés en 2016

Par *Foreign Terrorist Fighter* (FTF), il y a lieu d'entendre tout résident établi en Belgique, ayant ou non la nationalité belge :

- qui s'est rendu dans une zone de conflit djihadiste dans le but de se rallier à des groupements organisant ou soutenant des activités terroristes ou de leur fournir un soutien actif ou passif (catégorie 1) ;
- qui a quitté la Belgique pour se rendre dans une zone de conflit djihadiste dans le but de se rallier à des groupements organisant ou soutenant des activités terroristes ou de leur fournir un soutien actif ou passif (catégorie 2) ;
- qui est en route vers la Belgique ou est revenu en Belgique après s'être rendu dans une zone de conflit djihadiste où il/elle s'est rallié(e) à des groupements organisant ou soutenant des activités terroristes ou leur a fourni un soutien actif ou passif (catégorie 3) ;
- qui a, volontairement ou involontairement, été empêché de se rendre dans une zone de conflit djihadiste dans le but de se rallier à des groupements organisant ou soutenant des activités terroristes ou de leur fournir un soutien actif ou passif (catégorie 4) ;
- vis-à-vis duquel il existe des indications sérieuses qu'il a l'intention de se rendre dans une zone de conflit djihadiste dans le but de se rallier à des groupements organisant ou soutenant des activités terroristes ou de leur fournir un soutien actif ou passif (catégorie 5).



Saisies



349 401 061,91 €

Parquet fédéral



Dossiers traités
dont prioritaires 434



Nouveaux dossiers
dont prioritaires 264



Joint Investigation Team (JIT)

5 nouvelles équipes communes d'enquêtes ont associé des collègues français, néerlandais et américains.



Direction des opérations de police judiciaire

- Fugitive Active Search Team (FAST): 642 nouveaux dossiers entrés en 2016, dont 54 dossiers en terrorisme.
- 1506 arrestations (chiffre global, sans distinction Salduz 4) grâce au travail avec indicateurs.



Présents ensemble sur le terrain

Gestion de la crise migratoire, contrôles aux frontières, escortes VIP et sommets européens ont rythmé l'année des entités de première ligne de la Direction générale de la police administrative.

Escortes VIP et sommets européens



Heures prestées

Lors des sommets européens et des autres événements, des escortes sont assurées pour les chefs d'Etat et de gouvernement ou d'autres VIP européens. L'année **2016** a connu **six sommets et quatre autres événements extraordinaires**, nécessitant la mobilisation de plusieurs escortes. Dans ce cadre, 173 visites 'quotidiennes' de VIP ont bénéficié de la protection fournie par la Police Fédérale de la route.

Comparativement à l'année **2015** (qui a connu **14 sommets européens et un événement international**), le nombre de sommets européens a été plus faible en 2016, ce qui s'est traduit par une baisse du nombre de visites 'quotidiennes' de VIP à Bruxelles et – in fine – par une baisse du nombre d'heures prestées par la Police Fédérale de la route dans le cadre d'escortes VIP.

Projet AVIA



Contrôles



Procès-verbaux

Une action AVIA se traduit par un contrôle effectué aux plus petits aéroports et héliports belges (autres que les 6 aéroports Schengen reconnus sur le territoire belge) en étant particulièrement attentif aux phénomènes de criminalité frontalière.



E-gates

24

Nombre d'e-gates

1 069 622

Contrôles effectués

Les portiques de contrôle automatisé, plus communément appelés *e-gates*, permettent de contrôler l'identité des passagers de façon numérique et sont réservés aux citoyens de l'Union européenne. Les voyageurs qui ne sont pas ressortissants de l'UE restent, eux, soumis, à d'autres conditions d'entrée et à des contrôles manuels. Les enfants de moins de douze ans ne peuvent, quant à eux, pas passer via les *e-gates* en raison de l'évolution de la morphologie de leur visage.

L'augmentation du nombre d'*e-gates* et, par conséquent, du nombre de contrôles effectués n'est pas liée à la menace terroriste ou aux attentats du 22 mars. Alors que 15 *e-gates* avaient été installés en 2015, leur nombre est passé à 24 en 2016. Tous sont installés à l'aéroport de Zaventem : 9 au niveau des départs, 9 aux arrivées et 6 au niveau des transits.



10

Behaviour Detecting Officers (BDO), membres du personnel de la police aérienne, ont suivi une formation spécifique et sont actifs sur le terrain depuis l'automne 2016. Les BDO ont pour tâche de reconnaître tout comportement inhabituel ou déviant sur la base de caractéristiques très diverses.

155

membres de la police aérienne ont suivi une formation CoPPRa (*Community Policing and Prevention of Radicalism*) en 2016. A titre de comparaison, ils étaient seulement 32 en 2015.



Police des chemins de fer (SPC)

Phénomène 'Trespassing'

219

PV dressés

Le 'Trespassing' consiste à traverser à pied des voies de chemin de fer.

Constatations sur les trains internationaux

Fonctionnaires de police	449
Procès-verbaux	70
Trains contrôlés	370
Arrestations judiciaires	13
Mises à disposition (judiciaires)	3
Arrestations administratives	54

La diminution générale du nombre de constatations sur les trains internationaux est principalement due à la diminution de la capacité disponible ainsi qu'à une réorientation des missions prioritaires après les attentats survenus à Bruxelles en mars 2016.



23%



... des heures prestées dans le cadre de la capacité hypothéquée (mécanisme de solidarité entre zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative) ont été consacrées à la sécurisation de l'aéroport de Zaventem et des gares.

FRONTEX

8870 Heures prestées pour les missions Frontex

Contributions aux missions Frontex



Police des chemins de fer



Police de la navigation



Police aérienne

Frontex est l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. La hausse considérable de la contribution de la police aérienne (LPA) aux missions Frontex s'explique par le fait qu'en 2015, on ne comptabilisait que 10 participations de LPA, par rapport à 15 en 2016, incluant un 'Rapid Deployment' (opération urgente non prévue).



Contrôles frontières



Personnes en séjour illégal interceptées par la police des chemins de fer



Personnes en séjour illégal interceptées par la police de la navigation

La forte augmentation du nombre de personnes en séjour illégal interceptées par la police de la navigation en 2016 s'explique d'une part, par une présence accrue de ces personnes illégales dans et aux alentours des ports, et d'autre part par le renforcement et l'intensification des contrôles effectués.



2 147

C'est le nombre d'heures d'actions de surveillance qui ont été effectuées de nuit par la police de la navigation à la frontière belgo-néerlandaise, à la frontière belgo-française, ainsi qu'à la frontière entre la mer territoriale et les zones avoisinantes sur toute la largeur de la mer territoriale.



Contrôles frontières par la police aérienne (LPA)

Nombre de passagers contrôlés en 2 ^e ligne	27 783
Nombre de rapports à l'Office des étrangers	5 551
Nombre de refus	1 838



Documents d'identité faux et falsifiés

2 598
Dossiers

1 435
Documents saisis

158
Imposteurs

560
Faux documents

717
Documents falsifiés





La diminution globale des chiffres constatée en 2016 provient de différents facteurs à considérer dans leur ensemble. Après les attentats du 22 mars, de par la fermeture temporaire de l'aéroport de Bruxelles-National, certains aéroports régionaux ont dû faire face à un flux de passagers, rendant la capacité de fonctionnement supérieure à la normale. La priorité a été donnée à la protection des sites et à l'exécution correcte du fonctionnement de base ainsi qu'à la mission principale de contrôle frontière.

A cela s'ajoutent les missions d'ordre public, d'une part aux aéroports régionaux qui ont dû faire face à un nombre important de passagers par rapport à la capacité prévue, d'autre part étant donné le changement de procédures à l'entrée d'un aéroport et la période nécessaire à la normalisation de la situation. Mentionnons en outre le facteur humain, traduit par un absentéisme du personnel accru constaté après un tel attentat. De nouvelles tâches sont également venues s'ajouter, entre autres le développement du système PNR/API*. Enfin, sur le terrain, une priorité moindre a dû être donnée à d'autres actions comme celles réalisées dans le cadre de MEDUSA** ou des contrôles AVIA (temporairement).

* Le système PNR/API, utilisé notamment dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues, est un fichier de contrôle des déplacements aériens.

** Les actions MEDUSA se traduisent par des contrôles structurels, organisés dans le cadre de la (trans) migration, le long d'un certain nombre de voies de communication.



Immigration – police aéronautique

Trafic des êtres humains



Arrestations

Eloignements

Nombre de refoulements	2 072
Nombre de rapatriements	6 003

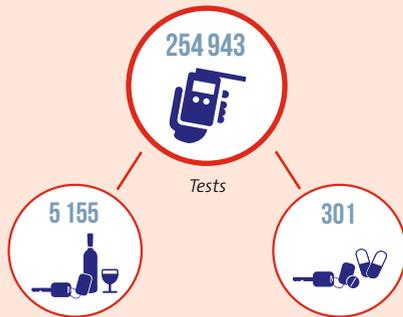
Contrôler pour sauver des vies

Rendre nos routes plus sûres reste un défi quotidien pour les membres de la Police Fédérale de la route.

Infractions liées à la vitesse détectées au moyen de radars et caméras automatiques



Conduite sous influence d'alcool et de drogues



Alerte + Positif + Refus + éventuellement tests sanguins

Nombre total de tests sanguins + refus illicites



La conduite sous influence d'alcool se manifeste de deux manières: d'une part, le fait de conduire en présentant des signes d'imprégnation alcoolique punissable et d'autre part, le fait de conduire en état d'ivresse. Les deux cas peuvent se présenter simultanément (ce qui est le cas la plupart du temps).

Est qualifié de conducteur présentant des signes d'imprégnation alcoolique punissable, toute personne dont la concentration d'alcool dans le sang est supérieure au seuil autorisé légalement. Cet état peut être mesuré (test d'haleine, analyse d'haleine, analyse sanguine). La personne qui se trouve en état d'ivresse n'a quant à elle plus le contrôle de ses actes, sans pour autant en avoir perdu conscience. Cet état dépend de la concentration d'alcool dans le sang mais peut également avoir d'autres origines (drogues, ou combinaison alcool/médicaments).

Utilisation du GSM au volant



Infractions

Sauf si son véhicule est à l'arrêt ou en stationnement, le conducteur ne peut faire usage d'un téléphone portable en le tenant en main. Ces infractions concernent donc tant le fait de téléphoner, que l'envoi de messages ou l'utilisation des médias sociaux par le biais de son téléphone portable.

Ceinture et sièges-enfants



Infractions

Fraude tachygraphe



Infractions

Temps de conduite et de repos



Infractions

La diminution du nombre d'infractions relatives à la fraude au tachygraphe (-37% de 2015 à 2016) s'explique par le fait qu'il est de plus en plus difficile de détecter ce type de fraude. Les moyens (matériels, technologies,...) qui sont mis à disposition des fraudeurs sont de plus en plus performants, ce qui a pour conséquence de réduire les chances de détecter une fraude au tachygraphe et d'augmenter la durée d'un contrôle standard. L'augmentation de la durée des contrôles policiers entraîne également une diminution du nombre de véhicules contrôlés, et donc du nombre d'infractions relatives à la fraude au tachygraphe.



34 765



C'est le nombre d'heures consacrées par la Police Fédérale de la route à la gestion de la menace terroriste.



Nombre de morts et d'accidents avec lésions corporelles

	2015	2016
Accidents avec lésions corporelles	3 494	3 409
Accidents mortels	99	93
Tués*	110	100
Blessés graves	463	459
Blessés légers	4 901	4 713

* Un seul accident mortel peut parfois coûter la vie à plusieurs personnes.

Tué : toute personne impliquée dans un accident de roulage et qui décède sur place ou durant son transfert vers l'hôpital, ainsi que les personnes qui décèdent dans les 30 jours.

Blessé grave : toute personne blessée lors d'un accident de roulage et dont l'état nécessite une hospitalisation de plus de 24 heures.

Blessé léger : toute personne blessée lors d'un accident de roulage mais dont l'état ne nécessite pas une hospitalisation de plus de 24 heures.

La spécialisation au service du terrain

Fournir un appui opérationnel spécialisé aux partenaires de la police intégrée reste l'une des missions principales de la Police Fédérale, tant en matière de police administrative que de police judiciaire. En 2016, cet appui s'est à nouveau avéré très précieux, notamment face à la menace terroriste.



Police administrative

Appui aérien

Retrouvés vivants après disparition	17
Retrouvés décédés après disparition	13
Arrestations	169
Arrestations après poursuite	
Véhicules volés récupérés	1
Targets IR scannés	423
Scannings infrarouges positifs	130
Incidents laser	8
Assistance contrôle	288
Assistance perquisition	479
Photo	153
Vidéo	98
Transmission d'images	310

La tendance à la baisse que l'on remarque dans les chiffres de cette année s'explique par le fait que l'appui aérien a souvent été engagé dans le cadre de missions liées au terrorisme et à la transmigration, avec pour conséquence d'une part, que davantage d'heures de service ont été prestées mais d'autre part, que les hommes de l'appui aérien sont davantage restés en stand-by qu'ils n'ont effectué d'opérations. Ceci a inévitablement eu une influence sur les résultats obtenus en 2016 puisqu'en étant moins dans les airs, le risque d'incidents laser (pour ne citer que celui-ci) est évidemment moins élevé.



Appui canin

Nombre d'interventions

Teams pisteurs	1 176
Teams drogues + cash	1 849
Teams drogues silencieux	320
Teams restes humains	58
Teams foyers d'incendie	290
Teams chiens explosifs	1 172



1 172



La forte augmentation d'interventions des teams chiens explosifs s'inscrit dans le cadre de l'augmentation de la menace terroriste. Outre les 11 chiens explosifs supplémentaires formés à la demande du Ministre de la Sécurité et l'Intérieur et engagés aux divers aéroports du pays, en 2016, l'appui canin a engagé ses 6 maîtres-chiens explosifs opérationnels (sur les 9 dont dispose l'appui canin) lors de 1 172 interventions.

Par ailleurs, plusieurs facteurs expliquent la diminution du nombre d'interventions de teams drogues et cash par rapport à l'année dernière : le vieillissement des capacités, les maîtres-chiens en formation et qui ne sont donc pas engageables, ainsi que certains membres du personnel en maladie de longue durée.

Création d'un centre de certification pour les teams canins 'explosifs' appartenant à des sociétés privées de gardiennage



Dès le 30 mars 2016, les **80 teams** (maître-chien + chien "explosifs") ont pu, via un accord de coopération public-privé, s'exercer à la reconnaissance olfactive du TATP (tripéroxyde de triacétone). Ces teams canins 'explosifs' appartenant à des sociétés privées de gardiennage sont mobilisés dans les aéroports belges pour le contrôle du fret. Avant les attentats du 22 mars 2016, le TATP ne figurait pas encore sur la liste des explosifs détectables. La Direction de l'appui canin de la Police Fédérale a été chargée par le Ministre de la Sécurité et l'Intérieur de mettre sur pied une formation de reconnaissance olfactive du TATP pour les chiens 'explosifs'.

Par ailleurs, l'aptitude de ces teams canins 'explosifs' (combinaisons fixes entre un homme et un chien) à reconnaître d'autres substances explosives fera également l'objet d'une certification.

Depuis les attentats du 22 mars 2016, **30 teams canins** sont engagés quotidiennement dans les aéroports, les métros et les gares.

Equipe d'appui technique de la police de la navigation (SPN)

Afin de fournir un appui spécialisé, la police de la navigation dispose d'une équipe d'appui technique (TST), possédant des moyens de détection spécifiques, au service de la police intégrée mais aussi de polices étrangères.

Nombre d'actions

Chiens pour les contrôles immigration	293
Side scan Sonar	148
Détecteur CO2	275
Autres moyens de détection (endoscope,...) : total	118
<ul style="list-style-type: none"> • Remotely Operated Vehicle • Vidéoscope • Détecteur de métaux • Caméra • Mobile trace • Multi Mode Threat Detector 	<ul style="list-style-type: none"> 5 25 44 8 31 5



Quelques résultats	Personnes en séjour illégal interceptées	Véhicules interceptés
Side scan Sonar	-	152
Détecteur CO2	434	-
Chiens pour les contrôles immigration	390	-
Autres moyens de détection	0	2

Le glissement du phénomène de l'immigration vers les ports maritimes belges se trouve à l'origine de la forte augmentation du nombre de personnes en séjour illégal interceptées en 2016.



Direction Protection



Missions de protection VIP (niveau de menace de 2 à 4)

Le nombre de missions de protection VIP, qui a quasi quadruplé depuis l'année dernière, s'explique par la reprise des missions de protection de la Sûreté de l'Etat ainsi que de celles des Unités spéciales. La Direction Protection est désormais l'unique entité fédérale prenant en charge les missions de protection spécialisée en Belgique.



Missions transfert de détenus dangereux



Missions inter/intracity

Dispositif d'escortes composé de personnel formé et de véhicules blindés assurant la protection des transports de valeurs (argent, art, or, munitions, armes, nucléaire) dont le trajet se déroule hors (Intercity) ou dans les agglomérations (Intracity).



Police judiciaire



Police technique et scientifique

Délits sexuels ou violents

La Police Fédérale dispose du service ZAM (Zeden Analist-Analyste Moeurs) permettant de rechercher des liens entre différents faits à caractère sexuel ou violent.



42 séries de faits

177 faits de mœurs liés

28 confirmés

Traces dans la Base de données traces outils, semelles, oreilles (SDB)

	Outils	Semelles	Oreilles
Total dans DB	20 912	21 867	8 736
Input 2016	1 658	2 460	620
Comparaisons exécutées	426	23	440
Liens trouvés	154	4	127
Individualisations*	51	3	36

Individualisation*: l'un des éléments examinés (trace) provient avec certitude d'un autre élément examiné (objet, personne...) ou les deux éléments ont une origine commune (empreinte de référence). Une telle conclusion n'est communiquée que si elle est partagée par au moins deux experts, qui doivent arriver à ce résultat indépendamment l'un de l'autre.

Traces dans la base de données papillaires (APFIS)

	Doigts	Paume
Personnes	962 894	488 794
Fiches	2 433 448	834 091
Traces sur objets	522 049	45 522
Traces inconnues sur objets	512 148	42 812
Traces identifiées sur objets	9 901	2 710
Nombres de personnes identifiées en 2016	2 281	



COMPARAISONS DE VISAGES

17

... dossiers dont 2 essentiels dans le cadre des attentats de Bruxelles.



IDENTIFICATIONS DE VICTIMES

147

... opérations du Disaster Victim Identification team (DVI) dont l'identification de toutes les victimes et auteurs des attentats de Bruxelles.



Laboratoire audio-vidéo



525

portraits-robots
dont 30 dans le cadre de dossiers
terrorisme.



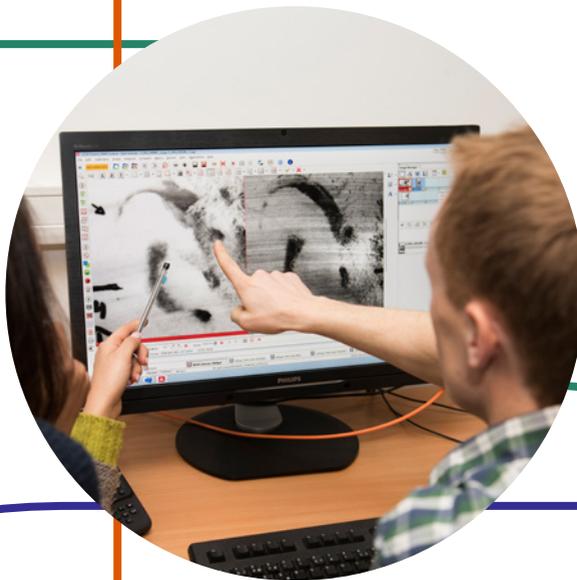
279

fichiers audio
dont plusieurs dizaines dans le cadre
des dossiers terrorisme.



4,4 TB

d'images analysés



Descentes des laboratoires par motif

25 839



vols

1 489



braquages et autres vols
avec violence

1 043



incendies
(volontaires et accidentels)

567



meurtres et homicides

487



suicides

1 322



décès suspects

199



faits de moeurs



Répression des faux

Faux monnayage

- 57 349 faux billets en euros saisis dont
 - 50 270 billets de 500€
 - 5 718 de 100€
 - 906 de 50€
 - 292 de 20€
- 4 158 faux billets ou pièces en devises étrangères analysés

Faux documents

(analysés par l'Office central pour la répression des faux Documents)

- 33 569 documents d'identité ou de voyage d'un ressortissant de l'Union européenne analysés
- 7 260 permis de conduire non-européens transmis pour échange contre des permis belges analysés
- 543 passeports déclarés faux
- 477 cartes d'identité déclarées fausses



Unités spéciales

Répartition de la capacité	Nombre d'heures
Prestations opérationnelles Opérations sur le terrain, gestion de dossiers, R&D opérationnel	429 293
Formation Techniques particulières, tir, formations barémiques... 	121 602
Gestion logistique Véhicules, matériel de haute technologie, armement, radios	76 405
Autres Formations dispensées, gestion du personnel, administration, public relations...	138 444
TOTAL	765 744



**Prestations opérationnelles par spécialité
(en fonction du nombre total d'heures
opérationnelles) et appui fourni (en heures)**

Prestations opérationnelles par spécialité	Nombre d'heures
Observations	166 536
Interventions/arrestations	77 168
Appui opérationnel technique	72 684
Infiltrations	44 973
QRF* (Niveau 3 /4)	67 932



67 932

...heures de permanence des
Unités spéciales pour une
réponse rapide à un acte
terroriste.

*QRF ou *Quick Response Force*
(Niveau 3 /4)

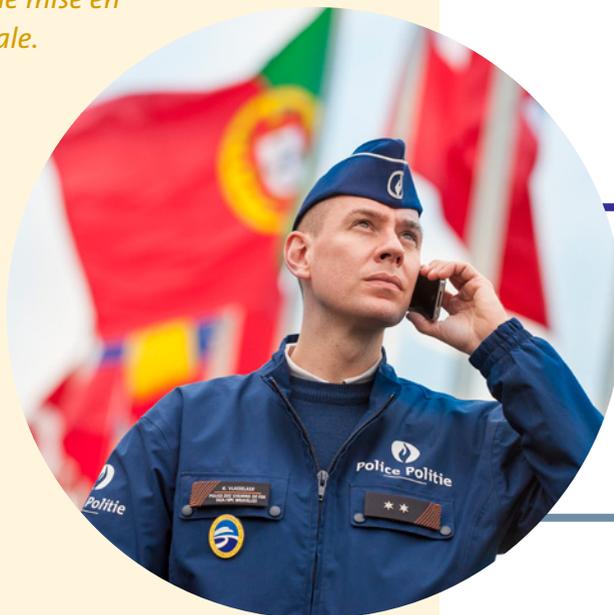
Situations de crise

Dossiers	2016
Forts Chabrol	16
Prises d'otages	1
Enlèvements	4
Extorsions	5
Escortes de personnes arrêtées dangereuses et protection de VIP	4



Importance accrue de l'échange d'informations

En très peu de temps, tout le monde a été convaincu de l'importance considérable de la coopération policière et de l'échange d'informations à l'échelle internationale. Les attentats et la menace terroriste ont provoqué un afflux massif de signalements et de messages internationaux au sein du Single Point of Contact. Au niveau européen et international, de nombreuses initiatives en matière de contre-terrorisme ont été développées, en vue d'une mise en œuvre à l'échelle nationale.



Officiers de liaison

L'officier de liaison (LO) est un chaînon important du processus d'échange d'informations policières, étant donné qu'il/elle intervient afin de faciliter cet échange dans des circonstances spécifiques. En fonction de son domaine de compétence (pays d'accréditation et de fonction), l'officier de liaison est confronté à une multitude de formes de criminalité comme le terrorisme, la traite des êtres humains, les stupéfiants, etc.



En matière de terrorisme, l'officier de liaison échange des informations dans le cadre de dossiers spécifiques, appuie les dossiers de rapatriement de *Foreign Terrorist Fighters*, contribue à l'élaboration de stratégies policières et prend part à des 'workshops' et à des réunions.

Selon une évaluation de notre réseau d'officiers de liaison, la charge de travail relative au terrorisme et aux *Foreign Terrorist Fighters* s'est considérablement alourdie, principalement au Proche-Orient et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

En 2016, nous disposions des postes suivants :

- Officiers de liaison bilatéraux : 11
- LO ad hoc/LO Affaires étrangères : 1
- Europol : 2
- Interpol : 2



Gestion civile de crise

Dans son planning indicatif de 2016, la Police Fédérale a fixé deux régions prioritaires : l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord.

La police a pris activement part aux missions suivantes :

- EUCAP SAHEL NIGER, avec 4 policiers ;
- EUCAP SAHEL MALI, avec 5 policiers ;
- DCAF TUNIS, avec 1 policier ;
- EUDEL LYBIE (avec base à Tunis), avec 1 policier, dans l'idée de tenter d'obtenir des postes revêtant une importance stratégique et opérationnelle pour la police intégrée.

Single Point of Operational Contact

Le Single Point of Operational Contact (CGI/SPOC) traite d'échange international d'informations policières et de signalements internationaux via les trois centres de coopération policière et douanière (CCPD), Interpol, Europol, le canal Schengen (SIRENE) ou les officiers de liaison.



La tendance à la hausse du nombre d'échanges de rapports et de signalements internationaux de ces dernières années s'est clairement poursuivie. Par rapport à 2014, le nombre de rapports internationaux a quasiment doublé. La quantité de rapports liés au terrorisme a même quadruplé, ce qui est notamment dû à la problématique des *Foreign Terrorist Fighters* (FTF).



Ces dernières années, la lutte internationale contre les FTF a modifié le processus de signalement sur quelques points fondamentaux. Depuis plusieurs mois, diverses initiatives ont été prises afin d'uniformiser les signalements dans cette matière, avec des procédures plus cohérentes. Par ailleurs, des formulaires spécifiques de demande de signalements, en partie pré-complétés, ont été développés pour les signalements les plus fréquents. Dans ce cadre, CGI/SPOC apporte également sa contribution aux travaux du 'portefeuille signalements' du Plan canal.

1500



signalements actifs liés aux *Foreign Terrorist Fighters* ont été comptabilisés.

CGI SPOC Front & Back Office

	2014	2015	2016
	2014	2015	2016
Dont signalements SIRENE belges introduits manuellement	n.d.*	n.d.	9241
Dont HITS** Signalements internationaux (en BE et à l'étranger)	8 522	9 297	9 634
Dont signalements Interpol belges (personnes) introduits manuellement	n.d.	n.d.	2 435
Dont INFO EXCH*** (nombre IN et OUT)	54 982	53 807	59 845

*n.d. : non disponible

**hit : interception d'une personne ou d'un objet faisant l'objet d'un signalement international

***info exchange : échange d'informations (hors signalements internationaux)

La tendance à la hausse ressort également de l'échange d'informations au sein de nos centres communs de coopération policière et douanière. En comparaison avec les années précédentes, les chiffres connaissent un statu quo, essentiellement en conséquence de l'application de PRÛM EUCARIS ayant supprimé les demandes de plaques d'immatriculation étrangères.

Enregistrements

CGI SPOC CCPD Luxembourg	11 295
CGI SPOC CCPD Tournai	17 496
CGI SPOC EPICC Heerlen	18 688



Coopération bilatérale et multilatérale



CGI a organisé plusieurs visites de travail et d'étude sur les thèmes de la radicalisation, du terrorisme et du contrôle frontalier pour des délégations issues d'importants pays partenaires (e.a. le Maroc, la Turquie et la Tunisie). À l'échelle du Benelux, un séminaire a notamment été organisé afin d'examiner comment la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg pouvaient collaborer plus étroitement afin de détecter précocement les signes de radicalisation.

Accords bilatéraux signés en 2016 :

- 1 Traité avec les Pays-Bas et le Luxembourg relatif à la coopération, à l'accompagnement et à l'appui lors de mesures de rapatriement sur tout le territoire du Benelux ;
- 1 Accord d'exécution avec les Pays-Bas concernant l'échange de 'black lists' pour les systèmes ANPR ;
- 2 Memoranda of Understanding avec Andorre et le Maroc.



EU-funding



En 2016, la Police Fédérale a obtenu 2,9 millions d'euros de subsides européens pour six nouveaux projets. Ceux-ci nous permettent notamment d'accroître la force de frappe des unités spéciales des États membres de l'UE dans le cadre de la lutte contre le terrorisme en développant un centre d'entraînement UE régional ainsi qu'un outil informatique pour l'échange d'informations tactiques.

La Police Fédérale a également pris part, en tant que partenaire, à 16 autres projets sous la direction de divers partenaires internationaux. Nos services spécialisés ont notamment collaboré au développement de nouvelles méthodes de recherche de données sur Internet en lien avec le terrorisme, ainsi qu'à la formation de services de première ligne des pays des Balkans occidentaux dans l'optique d'une meilleure détection de la radicalisation.

Dossiers européens

1. Contrôles systématiques de citoyens européens aux frontières extérieures de l'UE (adaptation de l'article 8, § 2, du Code frontières Schengen)

Publication : 15.12.2015

Approuvé : 07.03.2017

En guise de réaction politique directe aux attentats de Paris en 2015, le Conseil de l'UE a chargé la Commission européenne d'élaborer une proposition de révision de l'article 8 § 2 du Code frontières Schengen. Cette adaptation doit permettre de contrôler, en consultant les banques de données nationales et internationales concernées, l'identité, la nationalité, ainsi que la validité et l'authenticité des documents de voyage des ressortissants de l'UE aux frontières extérieures, lors de chaque entrée et sortie.

Il a toutefois été prévu d'adopter un régime plus souple aux frontières terrestres et maritimes, de même qu'une période de transition pour ce qui concerne les frontières aériennes.

2. Exit Entry System

En négociation au sein des groupes de travail du Conseil de l'UE et au Parlement européen.

Ce système va permettre d'enregistrer l'ensemble des déplacements des ressortissants de pays tiers non soumis à l'obligation de visa se rendant pour un court séjour (maximum 90 jours sur une période de 180) dans l'un des pays Schengen. Tout dépassement de la durée de séjour autorisée sera automatiquement détectée par le système.

3. Modification d'Eurodac

= base de données pour l'identification de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile sur la base des empreintes digitales des demandeurs d'asile.

En négociation :

- permettre les demandes sur la base de données d'identité et biométriques ;
- changer le scope ;
- intégrer les données d'illégaux dans la base de données en vue de leur identification et éventuel éloignement ;
- pour l'instant, de nombreux États membres insistent pour élargir l'accès aux services chargés de l'application des lois.



Pour une Police Fédérale plus performante

La Police Fédérale a poursuivi l'optimisation de son fonctionnement entamée en 2014.

De nombreuses places ont été ouvertes en interne afin de remplir le nouveau tableau organique.

La démarche de gestion du changement, appelée We-Change!, a impliqué des membres du personnel volontaires au sein de divers programmes et a abouti à plusieurs résultats. Enfin, des mesures ont été prises pour recentrer l'activité policière sur des tâches essentielles et augmenter ainsi son efficacité.



Plan relatif aux tâches essentielles, où en est-on un an après?

Fin 2015, le gouvernement a approuvé une vingtaine de mesures visant à augmenter la force d'action policière dans plusieurs domaines de sécurité prioritaires.

La Police Fédérale est responsable pour 16 mesures.

Leur mise en œuvre a débuté en 2016.

Il apparaît au bout d'une année que **4 projets sont clôturés**:

- 
enregistrement et transcription d'écoutes téléphoniques et d'auditions audiovisuelles: les retranscriptions ne se font plus dans leur intégralité. La capacité libérée a directement été réinvestie dans les écoutes suite à la menace terroriste;
- éducation routière/parcs de circulation de la police de la route**: ces tâches ont été régionalisées et 25 équivalents temps plein (ETP) ont été réorientés vers la capacité d'intervention de la police de la route;
- régler la circulation à l'aéroport Bruxelles-National**: l'outsourcing a permis de réorienter une capacité de 10 ETP à des tâches directement liées à la sécurité telles que les patrouilles dans les aéroports;
- médecine curative, médecine du travail et de contrôle, médecine vétérinaire**: dans un rapport transmis fin 2016 au Ministre de l'Intérieur, la Police Fédérale propose de poursuivre l'externalisation des soins curatifs et des contrôles. Pour l'appui médical opérationnel, un partenariat avec la Défense constitue une piste à creuser. Par contre, elle souhaite garder en interne les médecins-conseils pour l'accompagnement et le suivi des collaborateurs ainsi que les médecins du travail. Une réponse du Ministre est attendue dans ce domaine.

Pour l'avenir, des projets seront achevés en 2017; d'autres nécessiteront plus de travaux et seront, par conséquent, mis en œuvre ultérieurement. Le plan relatif aux tâches essentielles est donc d'actualité et le sera encore pour plusieurs années.

We-Change! Le changement en réalisations concrètes



bureaux satellites mis à disposition dans les arrondissements comme alternative au lieu de travail habituel

La Maison du Leadership propose **2 trajets** de développement pour les leaders :

- **ProLead** : axé sur le développement du leadership individuel ;
- **ProTeam** : axé sur le développement de l'équipe.



Publication d'une brochure numérique pour améliorer l'accueil téléphonique

Amélioration en matière d'offres de services logistiques et de ressources humaines.



Secure

Innovation informatique : flexibilité, sécurité, communication, mobilité et modernité au travers de la suite SPE avec Windows 10 Enterprise sur les PC/Laptop Internet, des outils comme le logiciel Office 365, Sharepoint, Mail, Skype For Business et autres applications Cloud (Yammer, OneDrive...).



Mise en place du personnel

La mise en place du personnel dans la Police Fédérale optimisée s'est effectuée en phases.

Quelque **13 000 MEMBRES** ont ainsi été insérés dans un nouveau tableau organique.

L'une des phases les plus importantes était la phase 4. Celle-ci consistait en une mobilité interne à la Police Fédérale.

1 040 EMPLOIS ont ainsi été ouverts :

— **384** sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale
— **656** déconcentrés dans le reste du pays.

Pour cette mise en place du personnel dans la Police Fédérale renouvelée, des mesures d'accompagnement social ont été organisées.

Rapports relatifs à l'utilisation de la capacité dans les arrondissements

Dans le cadre de la réalisation du plan national de sécurité et des autres plans stratégiques, il importe de pouvoir tenir régulièrement les autorités au courant des activités de la Police Fédérale. Une analyse correcte de l'utilisation de la capacité est un instrument très important pour le contrôle de la gestion et la planification de la politique, tant au niveau des arrondissements qu'au niveau central. La volonté de la Police Fédérale est de réaliser un suivi de l'utilisation de la capacité au sein des directions de coordination et d'appui au moyen des heures enregistrées dans la base de données GALoP (l'application informatique utilisée pour l'enregistrement des prestations).

Pour chaque période de 2 mois, un rapport de base est établi aux niveaux arrondissemental, régional et national. À la fin de chaque année, un rapport annuel faisant état des différentes tendances est également établi pour ces trois niveaux.

Une contribution importante à l'effort commun

Pour faire face à la menace terroriste, les policiers ont besoin de moyens et d'accompagnement adéquats. La Direction générale de la gestion des ressources et de l'information a apporté sa pierre à l'édifice d'une société plus sûre. Le nombre d'engagements d'inspecteurs a notamment été doublé.



715,05 H

... pour le Service médical



Personnel

Service médical

Le Service médical a été très actif sur le terrain pendant la période des attentats. Les activités ont débuté après les attentats de Paris et se sont poursuivies après les attentats de Bruxelles, notamment lors des nombreuses perquisitions menées par les enquêteurs avec l'appui des Unités spéciales.

Missions opérationnelles du Service médical :

Prestations : 72
Jours : 18

pour un total de 715,05 heures dont 130,15 heures le week-end et 415,45 heures la nuit

Nombre de prestations totales

Médecins : 26
Ambulanciers : 42
Infirmiers : 12

Les débriefings qui ont suivi ont débouché sur une série de décisions :

- acquisition de matériel complémentaire pour les ambulances ;
- formation continue du personnel à l'usage des radios Astrid ;
- création d'un local de crise au complexe des Jardins de la Couronne afin de coordonner les équipes médicales ;
- achat de gilets pare-balle pour tous les membres du personnel opérationnel ;
- dotation d'équipements destinés à rendre les véhicules de service prioritaires en cas de besoin.

Stressteam

Dès le 22 mars, les équipes du Stressteam sont intervenues directement dans les unités (RAC, police des chemins de fer de Bruxelles, police aéronautique de Bruxelles National)

- Personnes contactées par téléphone ou de visu dans les jours qui ont suivi : environ 350
- Débriefings émotionnels collectifs: 30
- Entretiens de soutien ou thérapeutiques (consultations): 322, ce qui correspond au travail d'un FTE pendant 126 jours

(Chiffres du 22/3/2016 au 31/12/2016)



350

membres du personnel contactés par téléphone ou de visu dans les jours qui ont suivi le 22 mars 2016

Service du recrutement et de la sélection

Les éléments à mettre en rapport avec l'IDP (Provision interdépartementale) sont les suivants :

- Admissions

- > Inspecteurs

Le nombre d'engagements d'inspecteurs a été porté de 800 à 1600 pour l'année 2016.

Au final, le service recrutement et sélection a décerné des brevets de lauréats des épreuves à plus de 1650 candidats. 1446 d'entre eux ont été admis en formation en 2016 et les autres ont entamé leur formation en début 2017.

- > Inspecteurs principaux spécialisés

Le pilier judiciaire se voit renforcé par l'admission de 64 aspirant-inspecteurs principaux spécialisés dévolus aux quatre domaines d'activité suivants : police technique et scientifique, lutte contre la criminalité informatique, lutte contre la criminalité financière et spécialistes en islamologie.

- Sélection

De manière à permettre de détecter au plus vite toute personne à risque et, par là-même d'assurer la sécurité des membres du personnel du service recrutement et sélection, il a été décidé de screener dès la candidature l'ensemble des candidats présentant des épreuves de sélection à la police. Au total, le nombre de screenings, antérieurement d'environ 3.000, est passé à environ 20.000.

Cela a notamment permis de détecter une vingtaine de cas suspects.

Par ailleurs, des screenings ont été également réalisés pour les actions de recrutement qui ont eu lieu depuis les attentats de mars 2016.

Des mesures spécifiques relatives aux séances d'information ont dû être mises en place, nécessitant plus de moyens en personnel et ayant dès lors engendré un surcoût en inconvénients.





Académie nationale de police

- 22 839 personnes formées, ce qui représente un ratio de 35% du volume total de personnes formées, toutes écoles de police confondues.
- 65 521 personnes ont été formées par l'ensemble des écoles de police du pays.



Intégrité - Formation Holocauste, Police et Droits de l'Homme

Cette formation est organisée en collaboration avec le Musée de la Caserne Dossin, à Malines.

- 1727 personnes ont suivi la formation en 2016 ; 4933 depuis sa mise en place en 2014.
- 62 personnes ont suivi la formation 'accompagnateurs Holocauste, Police et Droits de l'Homme'.
- 45 personnes ont suivi la formation 'Holocauste, Police et droits de l'Homme à destination des chefs, une approche concrète de l'intégrité au sein de son service' mise en place en 2016.



3947

... personnes ont suivi la formation CoPPRa (Community Policing and Prevention of Radicalism) dans les différentes écoles de police du pays.



Information & ICT

La Police Fédérale a mis en 2016 différentes applications informatiques et banques de données à la disposition de ses membres.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la banque de données *Foreign Terrorist Fighters* (FTF) a été activée. Elle permet aux différents services de la chaîne pénale et de sécurité d'échanger les données disponibles au sujet des FTF.

Office des étrangers et BNG

En exécution de la loi sur la fonction de police, l'Office des étrangers a maintenant un accès direct à la Banque de données Nationale Générale (BNG).

Kiosque d'information

L'interface Portal *Kiosque d'Information - InformatieKiosk* (KIK) a également été mis à disposition des policiers de terrain. Il s'agit d'un outil qui permet d'exploiter simultanément, sur base de la saisie unique des données d'identification, différents systèmes d'information dont le policier a besoin pour accomplir ses tâches policières. Ceci signifie donc un gain de temps considérable pour l'utilisateur, une réduction du risque d'erreurs et un accès immédiat aux détails en cas de HIT.

PoliceMaps

La police a développé et mis en service son propre service de cartographie en ligne dénommé *PoliceMaps* et accessible via le réseau policier. *PoliceMaps* fournit des services de *Webmapping* (consultation de cartes en ligne), de géocodage ou *pinpointing* (conversion d'adresse postale en point sur la carte et inversement), de projection (conversion de coordonnées GPS en coordonnées cartes) et de *routing* (calcul d'itinéraire).



Dans le cadre de la sécurisation des accès aux applications et banques de données mises à disposition, la Police Fédérale a également rehaussé le niveau de sécurité de ces accès en introduisant le 'Single Sign On' qui empêche l'utilisation du Portal (accès à l'intranet) et donc les accès vers les applications et les banques de données par une autre personne.



Centres d'information et de communication (CIC)



2 610 071 *Appels urgents*

321 156 *Appels non-urgents*

2 931 227 *Total nombre d'appels*



Bepad

La plateforme intégrée pour l'échange et la gestion opérationnelle de l'information de police administrative (BEPAD), déployée en 2015 au sein de l'ensemble de la police intégrée, permettait déjà d'aider à la préparation de l'encadrement des événements nécessitant un déploiement de ressources policières pour en assurer un déroulement en toute sécurité. Cette plateforme a été complétée au 1^{er} septembre 2016 par l'introduction de nouvelles entités. Il s'agit des personnes et des groupements à suivre dans le cadre de l'ordre public ainsi que des phénomènes de police administrative.

Événements créés	711 114
Unités policières utilisant Bepad	237
Sessions de formation à l'utilisation	60

Logistique



4

grands marchés publics urgents ont été réalisés pour accroître la sécurité du personnel de terrain : Il s'agit des marchés portant sur l'acquisition de :

- véhicules de police de type combi ;
- boucliers armés ;
- armes collectives FN P90 ;
- munition 9mm.



Sécurité et techno-prévention

En marge des tâches qu'elle réalise quotidiennement dans le domaine de la sécurisation et des techniques de prévention, la section Security a effectué :

- 79 avis/audits de sécurisation au profit de la Police Fédérale ;
- 21 avis/audits de sécurisation pour la police locale ;
- 3 avis/audit pour des instances externes sur demande du Directeur général de la gestion des ressources et de l'information (DGR) et/ou du Commissariat général.



Finances



Aperçu du budget scindé en moyens en personnel, fonctionnement et investissement à l'issue de tous les transferts (à l'exception du transfert de régularisation des crédits de personnel) et après répartition des provisions interdépartementales (à l'exception de la provision sécurité (terrorisme)).

2016 en EUR	Total Crédits 2016 Avec Gel ⁽²⁾ Hors Provision Sécurité ⁽³⁾
Personnel	817 657 000
Fonctionnement	125 235 000
Investissement	23 585 000
Dotations ⁽¹⁾	722 159 000
Total	1 688 636 000

⁽¹⁾ Dotations : il s'agit de la contribution de l'autorité fédérale aux dépenses des zones de police et des communes. Ces crédits sont inscrits dans le budget de la Police Fédérale

⁽²⁾ Par rapport aux crédits votés par le parlement (y compris les répartitions de provisions interdépartementales), le gouvernement s'est imposé un effort de sous-consommation (dénommé gel). Cette 'sous-utilisation' se chiffrait respectivement à 351 000 euros en fonctionnement, 388 000 euros en investissement et 5 100 000 euros en dotation soit un montant total de 5 839 000 euros

⁽³⁾ A ces crédits, des crédits supplémentaires, via une provision interdépartementale, ont été accordés afin de couvrir des dépenses concernant le renforcement des mesures prises ainsi que des initiatives nouvelles en matière de lutte contre le terrorisme et le radicalisme.





Police Fédérale



www.rapportannuel.policefederale.be



Police Fédérale